



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

(FSAS-CGTG)

B.P. 257 - 97 100 Basse-Terre

0690.28.19.86

fsas.cgtg@laposte.net – secretariatfsas@gmx.com

www.veyatifsascgtg.org

Siret : 798 550 497 000 19



DECLARATION FEDERALE – 13 Octobre 2022

Sur la nécessaire réintégration des personnels suspendus !

Sur déclaration du ministre-délégué à l'Outre-mer - M. Jean-François CARENCO - devant des députés d'Outre-mer, nous apprenons qu'une négociation de sortie de crise serait possible sur la question des agents et salariés suspendus depuis, déjà, une année. **Si cette déclaration tient lieu d'engagement, la FSAS-CGTG s'en félicite et réaffirme que c'est l'unique et juste aboutissement de cette affaire, après plus d'une année de combats des concernés et du collectif des organisations.**

De ce fait, son Directeur de cabinet présent en Guadeloupe, aurait pour mission d'entamer cette négociation avec le collectif des organisations en lutte. **Il n'empêche que quelques précisions méritent d'être portées quant aux propos accessoires du Ministre, laissant à penser que des conditions sine qua non doivent être réunies pour l'aboutissement d'un accord.**

En premier lieu, sur l'application stricto sensu de la loi du 05 Août 2021. Le Ministre avance un chiffre de "150 membres des personnels hospitaliers" qui seraient concernés par les mesures de suspensions, or ce chiffre reste à démontrer quant on sait qu'il y a beaucoup de personnels "vaccinés" qui refusent de poursuivre l'expérience, beaucoup de personnels en reprise après avoir eu la COVID, beaucoup de personnels contraints et forcés pour des raisons économiques, sans compter les salariés des structures médicosociales et les libéraux suspendus.

Par ailleurs, même si ce n'était que 150 personnes, il faut comprendre que ce sont des foyers qui sont impactés, donc 3 à 4 fois plus de personnes avec les conséquences humaines et sociales dans un pays déjà très atteint. S'aventurer à chiffrer à minima c'est, donc, un simple moyen de faire croire que le gouvernement serait en position de force alors que les faits disent le contraire, mais c'est aussi une marque d'irrespect pour le juste combat mené par des professionnels méritants en les rétrogradant en catégorie "derniers des mohicans". Que sont donc les faits ?

- ✓ Le Gouvernement ne s'attendait aucunement à une telle et longue résistance doublée d'un tel soutien populaire. Et puisqu'être suspendu n'est pas un statut, il faut bien trouver une issue. La tentative de pousser les professionnels à la porte par des offres divers et variés n'ayant réussi que partiellement, que faire de l'immense majorité d'indomptables ? A ceux qui mettent en avant la fameuse cellule de l'ARS, ils feraient mieux de s'informer sur l'échec cuisant de ce dispositif mal organisé et dont les premières tentatives furent de vouloir convaincre les demandeurs à se plier.
- ✓ A ce jour, et à l'inverse total de l'hexagone "vacciné" à plus de 80%, la Guadeloupe connaît un recul spectaculaire de la COVID pour un taux de "vaccinés" qui tourne à peine autour de 20% (**si l'on revient à leur définition première de schéma vaccinal complet**)... Excusez du peu ! Lorsque nous affirmions que le virus, comme tout virus, circulerait jusqu'à s'atténuer de lui-même à force de mutation, nous étions traités de "complotistes" et d'anti-scientifiques. Pourtant nous sommes sur une terre qui en a vu d'autres de viral : Dengue, Zika, Chikoungouinia mais il fallait croire aux élucubrations anxiogènes qui permettaient de vendre l'essai clinique, à quelle fin ?

- ✓ La tentative du "grand remplacement" à coup de communications et de prestataires privés extérieurs ne semble pas donner les fruits escomptés.
- ✓ Le mardi 12 Octobre 2022, l'un des laboratoires acteurs de la prétendue réponse scientifique à pandémie devait répondre de ses actes devant une commission de l'Union Européenne. Non seulement le P.D.G. n'a pas daigné se présenter mais sa représentante a fini par avouer qu'ils n'avaient fait aucun essai pour déterminer de l'éventuelle efficacité de l'injection ARNm... Les aficionados de la science covidienne en ont eu pour leur compte.
- ✓ L'ancien premier Ministre, qui a débuté la gestion COVID, doit être entendu à plus forte raison ceux qui l'ont géré.
- ✓ La 8ème vague ne passe pas dans l'hexagone et les grandes luttes syndicales, notamment dans le secteur pétrolier, sont de retour.
- ✓ A l'évidence, et en dépit de la sérénité affichée en haut lieu, la bombe ARNm risque d'exploser plus rapidement que prévu et le Gouvernement a besoin de se concentrer sur son nouveau dada, l'Ukraine et ses conséquences intérieures. La même équipe commet les mêmes erreurs dogmatiques sur ce dossier avec des conséquences dramatiques pour la population qui risque fort de réagir autrement que pour la COVID, singulièrement durant la période froide.

En second lieu, sur la tentative de créer un nouveau clivage entre les professionnels, les suspendus et la population, c'est une posture qui reflète bien le Gouvernement Macronien. Le Ministre affirme, tout de go, que la majorité des agents en poste seraient contre la réintégration de leurs collègues. Selon lui, "*il faut respecter l'avis des gens*" mais oublie que son rôle est surtout de respecter la vie tout court, singulièrement celle de ces professionnels aculés à la difficulté quotidienne, celle des patients qui méritent un renforcement des équipes de prise en charge et celle du personnel en poste qui s'épuise à la tâche parce que trop peu nombreux pour plus de travail .

Mais sur quoi se fonde-t-il pour certifier de cette nouvelle vérité révélée ? Il faut se rappeler que pour faire passer sa pilule, et dans son discours du 12 Juillet 2021, Macron avait imposé le clivage Provacx versus Antivax, si tant est ces néologismes idéologiques avaient du sens hormis dans le cadre de la volonté d'opposer la population entre de prétendus "responsables" et "irresponsables"... **La suite a démontré que les premiers se sont laissés abusés et que, depuis, la grogne monte chez eux.** Aujourd'hui, le simple fait de réitérer cette tactique démontre que nous avons en face une absence totale d'éthique politique.

D'autant que les premiers réintégrés avaient été accueillis les bras ouverts par les premiers "vaccinés" qui commençaient à s'épuiser. Selon nos informations de terrain, seuls quelques cadres et chefs de services frustrés, refusant de croiser ceux qu'ils méprisaient quelques mois auparavant et craignant de rendre des comptes, font circuler cette "appréhension" absurde. Nous ne sommes pas dupes et nous avons bien compris qu'ils veulent convaincre l'opinion que les soignants en poste ne voudraient pas des suspendus, lâche méthode pour permettre au Gouvernement de faire croire qu'il aurait une carte en main !

En conséquence de quoi, la FSAS-CGTG :

- ✓ **Dénonce la minimisation quantitative des suspendus qui relève d'une approche inhumaine et sans argumentaires scientifiques et politiques solides.**
- ✓ **Condamne la nouvelle tentative abjecte et irresponsable de diviser - à nouveau - les agents, les salariés et la population.**
- ✓ **Appelle les agents, les salariés et la population à ne pas tomber dans ce nouveau piège de la division en faisant montre de maturité politique et sociale.**

- ✓ L'arrêt de l'obligation vaccinale et la réintégration du personnel suspendu (Public, privé et libéral).
- ✓ La formation de jeunes aux métiers sanitaires en soulignant les spécialités manquantes.
- ✓ La remise en question de toutes les réformes appliquées depuis le Gouvernement Sarkozy.
- ✓ L'abolition des A.R.S. au profit d'une véritable Direction Territoriale de la santé et du médico-social.
- ✓ L'arrêt immédiat de la T2A et la révision à la hausse du coefficient correcteur.
- ✓ L'abandon du G.H.T. au profit d'une réorganisation coopérative hospitalière et non centralisatrice.
- ✓ La redéfinition de l'action sanitaire en subdivisant le territoire pour rapprocher le soin de la population.
- ✓ La sanctuarisation du nord-ouest de la Basse-Terre et ses hôpitaux (C.H.L.D.B. et C.H.M.S.) - de par sa stabilité géologique - comme repli sanitaire en cas de grande crise tellurique.
- ✓ Le renforcement des hôpitaux de Saint-Martin et de Marie-Galante, si la télémédecine est une avancée elle ne peut être considérée comme la panacée sur des îles à risques majeurs.
- ✓ Le renforcement en moyens de la psychiatrie et de ces structures extrahospitalières.
- ✓ La mise en place d'un véritable secteur gériatrique et gérontologique autour de Palais-Royal.
- ✓ L'articulation plus efficiente entre le sanitaire et le médico-social.
- ✓ Une véritable réparation du scandale de la chlordécone.
- ✓ Le maintien et le renforcement des C.H.S.C.T., véritable contre-pouvoir du personnel soignant au profit des soignés.

LA FSAS REAFFIRME L'IMPERIEUSE NECESSITE D'ABROGER L'OBLIGATION VACCINALE ET DE REINTEGRER TOUS LES SUSPENDUS !

Basse-Terre, le 20 Septembre 2022 !